

PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le 18 décembre 2015

Unité Territoriale Gard-Lozère
Subdivision ICPE Gard-Sud
362, rue Georges Besse
30035 NIMES CEDEX 1

Nos réf. :
Affaire suivie par : Olivier BOULAY
Tél. 04 34 46 65 67 – Fax : 04 34 46 65 99
olivier.boulay@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations classées pour la protection de l'environnement

| | |
|---------------------------|---|
| Objet | - Dossier de porter à connaissance : installation photovoltaïque |
| Référence(s) | Transmission de la préfecture du Gard n°DJ/2015-226 du 04 mars 2015 complétée par l'exploitant le 06 octobre 2015 |
| Pièce(s) jointe(s) | Un projet d'arrêté complémentaire |
| Exploitant | AUCHAN France 200, rue de la Recherche - 59650 Villeneuve d'Ascq |
| Adresse du site | Zone industrielle de Saint- Cézaire, 1608, avenue Joliot Curie à NÎMES |
| Activité | Entrepôt de stockage de matériaux et produits combustibles |
| Régime | Autorisation - Enjeux |

Par transmission citée en référence, monsieur le préfet du Gard sollicite notre avis sur le dossier de porter à connaissance transmis par la société AUCHAN France (ci-après nommée exploitant) relatif à la mise en place d'une installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques sur le toit des entrepôts de son établissement, situé Zone industrielle de Saint-Césaire, 1608, avenue Joliot Curie à NÎMES. Ce dossier a été complété le 06 octobre 2015 afin de prendre en compte les remarques de l'Inspection.

Le présent rapport a pour objet de présenter notre analyse de ce dossier et de proposer les suites appropriées.

1. Contexte :

1.1 Situation de l'établissement :

L'entrepôt est situé dans la zone industrielle de Saint-Césaire. Il est entouré par des établissements industriels, commerciaux ou de service. L'habitation la plus proche se trouve à environ 1 km au Nord du site :

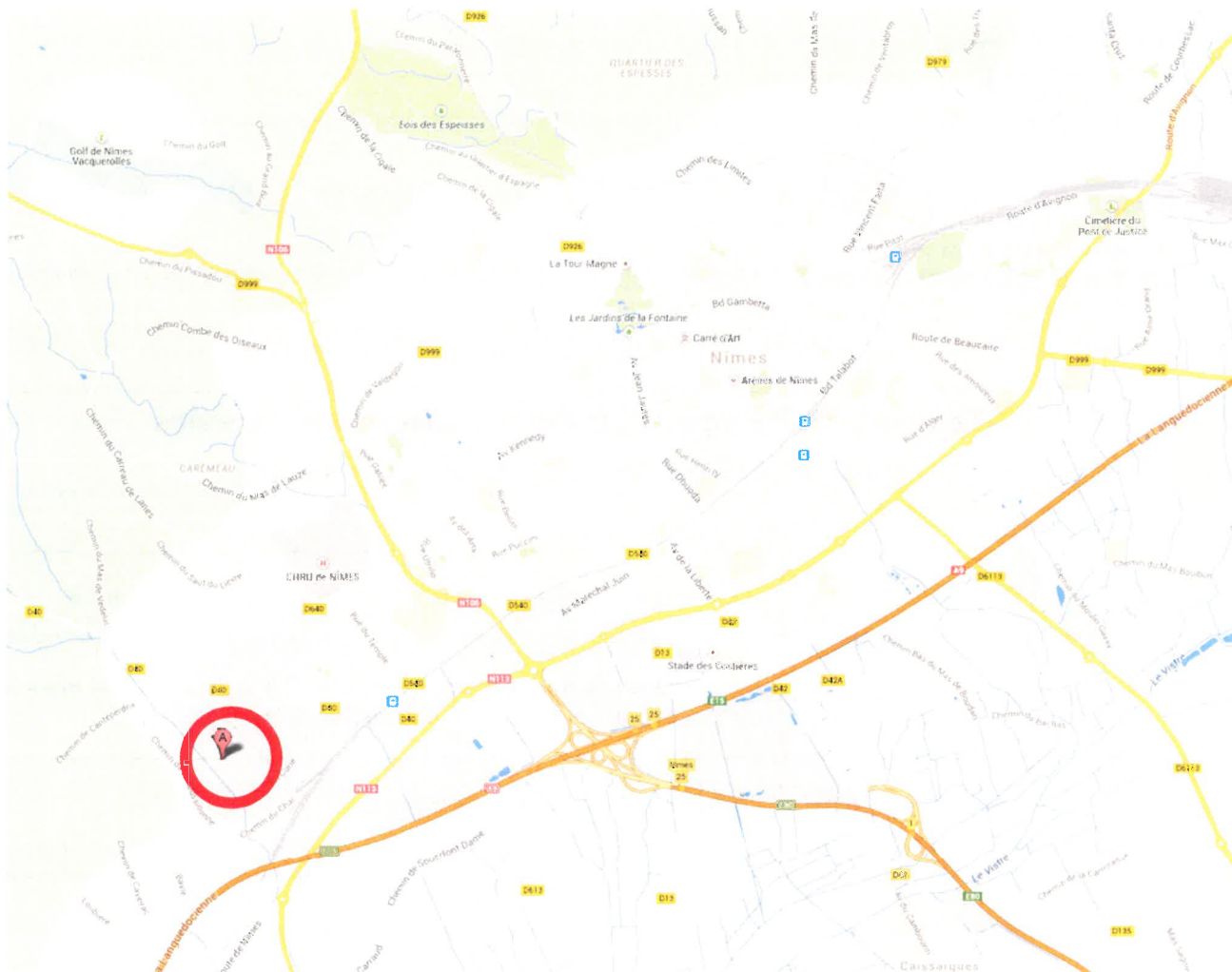


Fig 1. Localisation de l'établissement

1.2 Activités de l'établissement :

L'exploitant assure le stockage et la logistique pour l'approvisionnement des hypermarchés AUCHAN du Sud de la France. Le site emploie environ 400 personnes. Les marchandises en transit concernent, outre les denrées alimentaires non périssables, des produits de bricolage, d'hygiène et de droguerie.

L'entrepôt est constitué de deux corps de bâtiments distincts, séparés par une allée de circulation de 32 m de largeur.

L'entrepôt initial (désigné Nîmes 1 et 2), d'une surface 26 550 m² présente un volume de stockage d'environ 188193 m³. L'extension réalisée en 2003, au sud de l'existant, dans un deuxième bâtiment, est dénommée Nîmes 3. Elle comprend 5 nouvelles cellules de stockage d'une surface totale de 21 945 m² et permet de stocker environ 219 380 m³.

Le volume total de l'entrepôt est donc de 407 573 m³, permettant le stockage d'environ 35 180 tonnes de marchandises.

Le troisième bâtiment, dénommé Nîmes 4, d'une surface de 7 400 m², utilisé jusqu'à présent pour stocker des liquides alimentaires non combustibles, a été démoli et la surface ainsi libérée, affectée au stationnement des véhicules poids lourds.



Fig 2. Vue aérienne de l'établissement

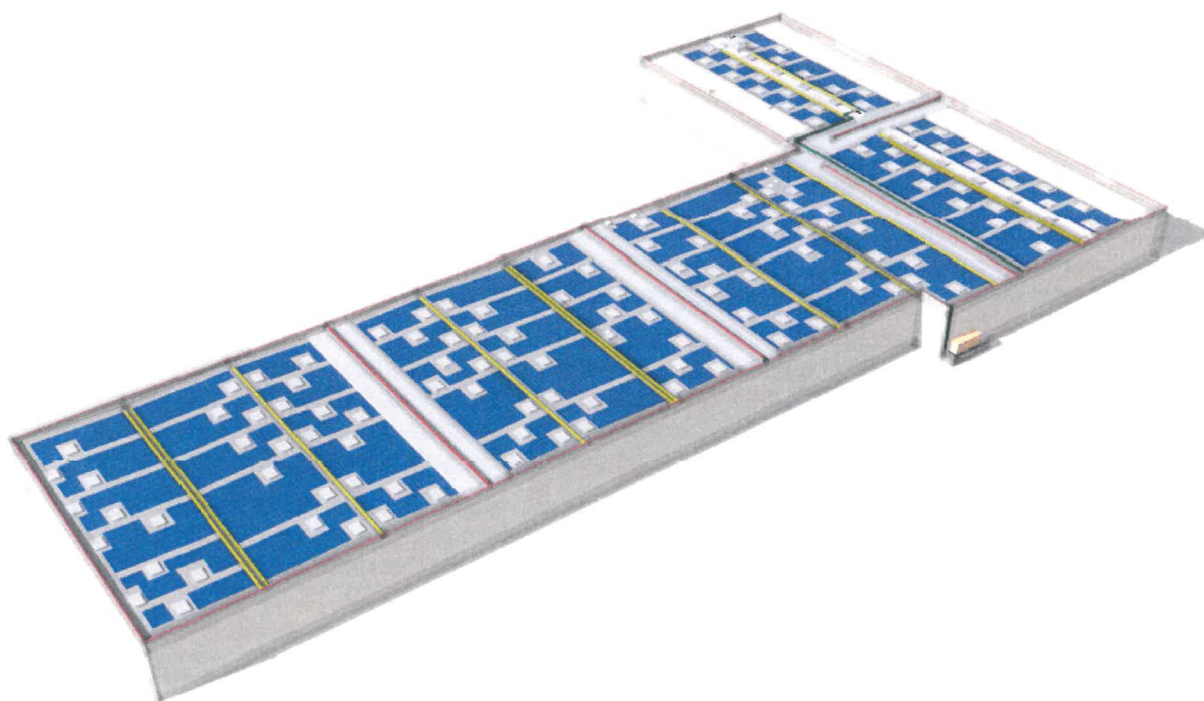


Fig 3. Représentation de l'aspect extérieur

1.3 Situation administrative :

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1^{er} juin 2011 réglementant l'exploitation des deux entrepôts de stockage.

2. Examen du dossier de porter à connaissance :

La demande porte sur la mise en place d'une centrale photovoltaïque qui sera installée sur le toit du bâtiment dénommée « Nîmes 3 ».

La centrale sera composée de :

- 5371 modules photovoltaïques à haut rendement (cellules polycristallines), couvrant une surface de 8 862,15 m². La puissance électrique installée sera de 1 450,17 MWc, permettant une production annuelle estimée à 1 875 MWh. La durée prévisionnelle de fonctionnement de la centrale est de plus de **30 ans** ;
- un local technique électrique situé au Sud Est du bâtiment. (onduleurs installés dans un bâtiment préfabriqué en béton REI120).

Le projet s'accompagne d'une réfection de l'ancien complexe d'étanchéité (couche d'étanchéité monocouche). La validation de la stabilité des éléments porteurs a été établie par le bureau d'étude ASSYSTEM ENGINEERING (Note n°01-54 410 indice A du 11/07/14).

2.1 Contenu du dossier :

Le dossier de porter à connaissance a été établi par la société HELEXIA (59100 Roubaix) et comprend :

- o une description des matériels prévus (panneaux, matériels de fixation, câbles électriques, toiture,..), avec leurs caractéristiques vis-à-vis du risque d'incendie,
- o le positionnement du poste de transformation,
- o un plan de détail des toitures précisant l'implantation des panneaux,
- o une évaluation de l'impact du projet sur les rejets et nuisances de l'installation,
- o une évaluation de l'incidence du projet sur les risques accidentels inhérents à l'entrepôt,
- o une note de calcul pour la vérification de la tenue mécanique de la charpente métallique du bâtiment.

2.2 Conformité technique du projet :

La mise en place de l'installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques, sur le toit de l'entrepôt, ne relève pas d'une rubrique de la nomenclature des installations classées. Néanmoins elle constitue une modification notable vis-à-vis des risques d'incendie et d'explosion présentés par l'entrepôt qui contient des matières combustibles (environ 35180 tonnes) et des produits classés dangereux, et ou inflammables, qui justifie d'en réglementer l'installation.

Un projet d'arrêté ministériel est en cours d'élaboration par le ministère en charge des installations classées, en concertation avec la profession des installateurs de centrales photovoltaïques, en vue de réglementer les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque.

Ce projet formera la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation. Il devrait aboutir dans le courant de l'année 2015. Il constitue à ce jour, un guide des bonnes pratiques pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en fixant notamment les règles de construction, d'aménagement, d'implantation, de mise en sécurité, de dispositifs de coupure des équipements photovoltaïques et de gestion des dysfonctionnements électriques.

L'exploitant a fourni une analyse de la conformité de son projet de centrale photovoltaïque aux dispositions de ce projet d'arrêté, ce qui permet de s'assurer que la mise en place de la centrale photovoltaïque ne conduit à une aggravation des risques d'incendie et d'explosion présentés par l'entrepôt existant.

2.3 Avis des services d'incendie et de secours du Gard (SDIS30) :

Le service fonctionnel « prévention » du SDIS30 a été consulté sur ce projet et a émis, le 08 avril 2015, un avis favorable, sous réserve du respect de certaines prescriptions techniques d'aménagement et d'exploitation. Ces prescriptions rejoignent celles prévues dans le projet d'arrêté ministériel formant la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

3. Conclusions :

Il ressort à l'examen des éléments du dossier que les aménagements prévus et les conditions d'exploitation de l'installation respectent globalement les dispositions du projet d'arrêté ministériel susvisé (les dispositions relatives à la certification de l'installateur du matériel photovoltaïque et à l'évaluation de la toxicité des fumées ne peuvent être rendues applicables, à défaut de référentiel ou de guide à ce jour, reconnus.).

Dans ces conditions, il peut être considéré que le projet de centrale photovoltaïque ne conduit pas, pour l'entrepôt relevant de la réglementation des installations classées à une dégradation du niveau de sécurité correspondant à la situation actuelle.

Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose de considérer que la modification d'activité sollicitée ne constitue pas **une modification substantielle des conditions de fonctionnement de l'établissement et qu'il n'y a donc pas lieu de prévoir l'instruction d'une nouvelle demande d'autorisation.**

Néanmoins les conditions de fonctionnement de la centrale photovoltaïque doivent être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire, pris selon les dispositions de l'article R. 512-46-22 du code de l'environnement, après avis du CODERST.

4. Propositions :

L'inspection des installations classées propose de réserver une suite favorable à la demande présentée par la société AUCHAN France et propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté complémentaire, ci-joint qui réglementera l'installation et le fonctionnement de la centrale photovoltaïque.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à monsieur le préfet du Gard, Bureau de l'Environnement.

L'inspecteur de l'Environnement
Chef de la subdivision Environnement



Olivier BOULAY

PROJET

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1^{er} juin 2011 autorisant la société AUCHAN France à poursuivre l'exploitation de deux entrepôts de stockage de matières combustibles, réglementant la mise d'une **installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques**

Le Préfet du Gard,

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1^{er} juin 2011 autorisant la poursuite de l'exploitation des deux entrepôts de stockage de matériaux et produits combustibles de la société AUCHAN FRANCE dans son établissement de NIMES ;

VU le courrier en date du **26 février 2015** par lequel le directeur de la société AUCHAN France a porté à la connaissance du préfet du Gard le projet de mise en place d'une installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques sur le toit des entrepôts de son établissement, situé Zone industrielle de Saint-Cézaire, 1608, avenue Joliot Curie à NÎMES ;

VU les compléments au dossier du porter à connaissance fournis le 06 octobre 2015;

VU les avis du service fonctionnel « prévention » du SDIS du Gard en date du 8 avril 2015 ;

VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées, en date du 18 décembre 2015;

VU l'avis du CODERST en date du **XXXXX** ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de l'installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques sollicitée ne relève pas d'une rubrique de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée n'entraîne pas de nouvel inconvénient ou de risque significatif pour le voisinage ;

CONSIDÉRANT par conséquent que la mise en place de cette installation de production d'électricité par panneaux photovoltaïques ne constitue pas une modification substantielle des conditions de fonctionnement de l'entrepôt ;

CONSIDÉRANT toutefois que la nature et l'importance des installations nécessitent la mise en œuvre de certaines précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT en particulier que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE :

Article 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION.

La société **AUCHAN France**, ci-après nommée l'exploitant dont le siège social se trouve 200, rue de la Recherche - 59650 Villeneuve d'Ascq, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'installation et l'exploitation de l'unité de production d'électricité par panneaux photovoltaïques mise en place sur le toit de l'entrepôt de stockage de matériaux et produits combustibles, de son établissement, situé Zone industrielle de Saint- Cézaire, 1608, avenue Joliot Curie à Nîmes.

Article 2. LOCALISATION DE L'INSTALLATION.

La demande porte sur la mise en place d'une centrale photovoltaïque qui sera installée sur le toit du bâtiment dénommée « Nîmes 3 ».

Article 3. Règles d'aménagement

Article 3.1 Plan de surveillance.

Préalablement au démarrage des travaux, l'exploitant établit un plan de surveillance des installations à risques pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque.

Article 3.2 Matériels utilisés.

Les panneaux photovoltaïques mis en place sont conformes au guide UTE C 15-712. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les certificats de conformité des panneaux photovoltaïques établis par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont conformes à la norme NF EN 50521 « Connecteurs pour systèmes photovoltaïques - Exigences de sécurité et essais » version de février 2009. En particulier, ils sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement.

Les câbles de courant continu et de courant alternatif de l'unité de production photovoltaïque sont de classe C2. Ils sont regroupés dans des chemins de câbles qui sont protégés contre les chocs mécaniques et qui présentent une performance minimale de réaction au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.

Les canalisations des installations photovoltaïques doivent répondre aux exigences 512-2-11 de la norme NF C 15-100 pour ce qui concerne les conditions d'influence externe.

Les câbles de courant continu ne pénètrent ni dans les bâtiments, ni dans les volumes sous auvent ou ombrière identifiés dans l'étude de dangers comme des zones à risques d'incendie ou d'explosion. Ils pénètrent directement dans le local technique onduleur.

Article 3.3 Renforcement de la charpente de la toiture du bâtiment.

L'exploitant fait établir une note de calcul justifiant du bon comportement mécanique de la toiture du bâtiment, modifiée par l'implantation des panneaux photovoltaïques et procède aux travaux de renforcement prescrits par l'étude requise.

Article 3.4 Toiture.

L'ensemble constitué par la toiture et l'unité de production photovoltaïque répond aux exigences fixées à la toiture seule et au minimum à la classification **Broof t3**.

L'installation doit être conforme à certaines exigences essentielles de sécurité permettant de garantir que les panneaux ne dégradent pas les caractéristiques des structures (résistance au feu) et ne constituent pas un sur-risque pour les activités industrielles environnantes.

Les panneaux et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs REI. Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives REI.

Article 3.5 Installation des panneaux photovoltaïques.

La surface maximale en toiture couverte en continu de panneaux ou de films photovoltaïques ne dépasse pas 300 m² avec une longueur maximale de 30 mètres.

Ces champs sont séparés entre eux ainsi que du bord du toit par un cheminement de 0,90 mètres de largeur. Ce cheminement est laissé libre de tout organe photovoltaïque, exception faite des câbles, qui sont regroupés en un minimum de points.

De plus une distance d'isolement de 0,90 m est maintenue dégagée de tout organe photovoltaïque autour des dispositifs de désenfumage (exutoires).

Les différents cheminements ne comportent aucun équipement factice.

Article 3.6 Système d'alarme.

Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, de tout événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. La détection liée à cette alarme est basée par exemple sur le suivi des paramètres de production de l'unité.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.

Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'intervention des services de secours, l'exploitant informe de la nature, des emplacements des unités de production photovoltaïques (AGCP*, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans du bâtiment établis pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 3.7 Raccordement au réseau public de distribution.

L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés en conformité avec les spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 « Installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution », celles de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 « Installations électriques basse tension » ainsi qu'à celles de la norme NF C 14-100 version de mars 2011 « Installations de branchement à basse tension ».

Article 3.8 Dispositifs de coupure.

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution et d'autre part du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande.

Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances.

Les installations doivent obligatoirement être équipées des organes de coupures ci-après :

- AGCP* de production ;
- AGCP* de distribution.

* (appareil général de commande et de production)

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des modules photovoltaïques.

La mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque a pour objectif que la tension entre deux points quelconques sur l'ensemble du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque ait une valeur de tension inférieure à 60 V de courant continu.

Un voyant lumineux à sécurité positive servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux à sécurité positive témoigne lorsqu'il est allumé de la mise hors tension effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque.

Article 3.9 Onduleurs et batteries.

Les onduleurs sont positionnés dans des locaux techniques spécifiques, situés au plus près des panneaux photovoltaïques. Les locaux techniques sont clos et ventilés.

Lorsque ces locaux ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des autres bâtiments et des zones à risques d'incendie ou d'explosion identifiées dans l'étude dangers, par des parois verticales et des planchers hauts et bas de résistance au feu REI 60 et des portes EI 60.

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont pas stockés dans le local technique des onduleurs.

Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installés dans un local non accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant.

Le local est ventilé de manière à éviter tout risque d'explosion. Les ventilations sont réalisées dans les conditions de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 « Installations électriques basse tension ».

Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée.

Article 3.10 Protection contre la foudre.

Les installations de production photovoltaïque sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées les éléments de justification du respect des dispositions qui précèdent.

Article 4. Règles D'EXPLOITATION.

Article 4.1 Mise en service des installations.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé une attestation de solidité à froid de la structure renforcée selon les préconisations de la note de calcul prévue à l'article 3.3 ci-dessus.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant fournit une attestation justifiant de la bonne fixation et de la résistance à l'arrachement des panneaux photovoltaïques, sur la structure porteuse supportant lesdits panneaux, aux effets des intempéries.

A la mise en service opérationnelle de l'installation, l'exploitant en informe le Groupement Fonctionnel Prévention du SDIS du Gard.

Article 4.2 Interdiction d'accès.

L'exploitant s'assure de l'interdiction d'accès du personnel et le cas échéant du public, aux éléments constituant l'installation photovoltaïque.

Article 4.3 Suivi des installations.

Toute partie de l'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique.

Les abords des unités de production photovoltaïque implantées au sol sont maintenus propres et débroussaillés.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles.

Les contrôles portent sur l'état général de l'installation, les soudures, l'état des câbles, les éléments de liaison électrique. Ils devront comprendre un essai des installations de coupure d'urgence et une vérification des dispositifs de protection.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4 Signalisation de l'installation.

L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 « Installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution », sont apposés :

- à l'extérieur du bâtiment au niveau de l'accès des secours ;
- au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
- tous les 5 mètres sur les câbles qui transportent du courant continu.

Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'AGCP de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les emplacements du ou des locaux techniques onduleurs sont signalés sur les plans du bâtiment destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 4.5 Mise en sécurité de l'installation.

L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 3.8 ci-dessus.

Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'article 4.6 ci-dessous sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Article 4.6 Accessibilité des installations.

L'exploitant établit et affiche les plans du bâtiment destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Aucun élément des installations photovoltaïques ne doit gêner l'accès des secours aux différentes façades de l'entrepôt.

Article 4.7 Cessation d'activité.

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'unité de production photovoltaïque, il prend toutes les dispositions nécessaires pour retirer les équipements de cette unité en veillant à la compatibilité de ces travaux avec le maintien en sécurité de l'installation. Il élabore un plan de prévention établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Les éléments démontés sont valorisés dans des installations dûment autorisées à cet effet. En l'absence de filières de valorisation, ils sont éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Article 5. DROIT DES TIERS.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6. AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Nîmes et pourra y être consultée ;
- une copie de cet arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- la même copie est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Article 7. AMPLIATION.

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon, inspecteur de l'environnement, et monsieur le Maire de Nîmes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

LE PREFET DU GARD,

NIMES,

